

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 01/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SELMER (USINE B)

45 RUE MAURICE BERTEAUX
78711 MANTES LA VILLE

Code AIOT : 0006503355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 dans l'établissement SELMER (USINE B) implanté 45, RUE MAURICE BERTEAUX 78711 MANTES LA VILLE. L'inspection a été annoncée le 29/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée le même jour sur les deux sites de la société.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SELMER (USINE B)
- 45, RUE MAURICE BERTEAUX 78711 MANTES LA VILLE
- Code AIOT : 0006503355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Selmer a été fondée par Henri Selmer en 1885 à Mantes. C'est une société indépendante et propriété exclusive de la famille du fondateur qui occupe aujourd'hui une place prépondérante sur le marché international de la vente d'instruments à vent. La société s'adresse principalement à des musiciens professionnels et exporte 75% de sa production, dont 30 % au Japon.

A l'origine, la société se limitait à la fabrication d'anches et becs pour instruments de musique, elle fabrique désormais une large gamme d'instruments à vent de haut de gamme et d'accessoires. Les

saxophones représentent aujourd'hui la majorité de la production, devant les clarinettes, historiquement premiers instruments fabriqués, les bassons, les instruments d'ordonnance, ainsi qu'un catalogue important d'accessoires (becs, étuis,...).

Les installations sont implantées sur deux sites :

- Usine A et C : 13 663 m², dont une surface couverte 9 993 m²
- Usine B : 2 553 m² totalement bâtie.

Le siège social est basé à Paris.

L'effectif en 2021 est de 460 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à l'inspection précédente (30/03/2015) ;
- la gestion des produits chimiques ;
- la prévention des risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Dispositif asservissant l'arrêt du chauffage des cuves	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Localisation des risques accidentels	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Installations électriques	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.3.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Retentions	AP Complémentaire du 07/12/2020, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Moyens d'intervention en cas d'accident	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Dispositifs de désenfumage	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 8.1.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 1.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des risques technologiques / Principes directeurs	Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 7.1	/	Sans objet
4	Rétention et bassins de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III	/	Sans objet
5	Alarme niveau bas rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés sur les usines A&C et B montrent que des efforts restent à fournir quant à la gestion globale des produits chimiques (avec une mise en cohérence des pictogrammes sur les affichages par rapport aux fiches de données de sécurité (FDS)) et à l'entretien des moyens de lutte et de protection contre l'incendie.

Il est important de noter que l'exploitant travaille à la substitution du Cr VI et que des tests vont être réalisés à partir de mi-2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : Par courriel du 13/05/22, l'exploitant a transmis la mise à jour du tableau de classement du site. Le dernier tableau de classement a été acté par l'arrêté préfectoral du 07/12/2010. Aucune modification n'a été apportée, à l'exception de la rubrique 2565-2a pour laquelle le régime de l'autorisation a été remplacé par celui de l'enregistrement suite à la parution du décret n°2019-292 du 9 avril 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Remarque relevée le 30/03/2015 : « L'exploitant doit faire contrôler le dispositif de coupure de gaz dont il a été constaté qu'il présentait une température élevée et justifier de sa conformité. » L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques.</p> <p>Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été constaté qu'une vanne électrique de coupure de gaz située au rez-de-chaussée de l'usine B, à proximité des fours, présentait une température élevée. Après investigation, l'exploitant indique que cette température ne constitue pas un indicateur d'anomalie mais qu'il s'agit du fonctionnement normal de la vanne. Des contrôles sont réalisés régulièrement pour s'assurer que rien ne soit posé dessus.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un affichage alertant sur les risques de brûlure et sur l'interdiction de poser des éléments dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p> <p>Constats : L'exploitant présente son état des stocks de produits chimiques en date du 11/07/2022. Dans cet état des stocks sont répertoriés les quantités de produits en cours d'utilisation du site et en stock et le fournisseur des produits. L'état physique et les emplacements ne sont pas répertoriés dans cet état des stocks. L'exploitant précise qu'il réalise un contrôle physique des stocks 2 fois par an.</p> <p>L'exploitant précise que l'accès aux fiches de données de sécurité (FDS) se faisait au travers de liens sur des classeurs électroniques (fichiers Excel) sur les produits chimiques et qu'une transition est en cours pour utiliser l'outil SEIRICH (Système d'évaluation et d'information sur les risques chimiques en milieu professionnel) développé par l'INRS pour répertorier les FDS associées aux produits utilisés sur site. L'avantage de cet outil étant, selon l'exploitant, de permettre le suivi des consommations de produits chimiques par atelier.</p> <p>L'exploitant présente un des fichiers Excel de suivi des produits chimiques. Dans ce fichier, il est possible d'accéder aux informations relatives à l'emplacement et aux mentions de danger associées à chaque produit stocké sur site.</p> <p>L'inspection constate que l'accès aux FDS est possible par l'outil SEIRICH et par le fichier Excel.</p> <p>L'inspection constate que des pictogrammes de danger antérieurs au règlement 1212/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (règlement CLP) sont parfois utilisés pour l'étiquetage de substances et mélanges dangereux dans les locaux d'exploitation et stockage de l'usine B.</p> <p>Conclusion :</p> <p>L'exploitant met à jour les pictogrammes de danger de l'étiquetage et affichage des substances et mélanges utilisés dans l'usine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétention et bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : L'exploitant indique que les eaux d'extinction sont confinées dans l'enceinte des bâtiments et au sein des réseaux d'eau du site (réseaux équipés d'obturateurs). Des barrières manuelles sont à mettre en place au niveau de deux portes. Un test, concluant, de mise en place de ces barrières a été réalisé à l'usine A mais pas à l'usine B.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Alarme niveau bas rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Un test concluant a été réalisé à l'usine A mais aucun test n'a été réalisé à l'usine B.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositif asservissant l'arrêt du chauffage des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : Le test des dispositifs n'a pas été autorisé par l'exploitant, en l'absence de personnel habilité au moment de la visite. Conclusion : L'exploitant transmet les conclusions du prochain test qu'il réalisera en autonomie.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre préfectorale de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Localisation des risques accidentels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010 Article 7.2.2. Localisation des risques L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. Constats : L'exploitant présente plusieurs plans pour présenter les différentes activités exercées sur le site. Il présente également le plan des zones à risques (risque électrique, ATEX, émanation toxiques, chimique et incendie). Pour chaque zone, il est indiqué quel élément est à l'origine du caractère, notamment : <ul style="list-style-type: none">• électrique : transformateur ;• ATEX : aspiration, chaufferie, bouteilles de gaz, four, charge de batteries, ... ;• émanations toxiques : four à l'ammoniac et galvanisation au cyanures ;• chimique : dérochage et désétamage (Cr VI notamment), dégraissage, stockages des acides et déchets, ...• incendie : stockage et cabine de vernis, stockage de bois, stockage de produits inflammables, ... Néanmoins, l'inspection constate que les plans ne sont pas à jour puisqu'ils ne représentent pas le local dégraissage lessiviel au RDC de l'usine B (à proximité de la soudure chaudronnerie).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.3.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010 Article 7.3.3.3. Contrôle des installations électriques Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des mesures correctives prises si nécessaires. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Par courriel du 12/07/22, l'exploitant transmet les derniers rapports de contrôle de l'installation électriques réalisés par l'APAVE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Q18 n°R849000.04.60.21.L.001.ELAR.001 du 06/10/21 portant sur l'usine B : <ul style="list-style-type: none"> ◦ indique que le contrôle a porté sur l'ensemble de l'installation ; ◦ conclut que l'installation électrique présente un risque d'incendie et/ou d'explosion ; ◦ relève 11 anomalies dont 2 visant des locaux du bâtiment A ; • code du travail n°R849000.04.60.21.L.001.ELAR.001 du 19/10/2021 portant sur l'usine B : <ul style="list-style-type: none"> ◦ relève 84 anomalies en visant notamment des locaux du bâtiment A. <p>Si l'exploitant d'un tableau de suivi des anomalies issues de ces contrôles, aucun tableau similaire n'a été mis en place pour l'usine B.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant présente le rapport de contrôle par thermographie Q19 réalisé par la société GED SAS le 22/02/22. Il relève 2 anomalies de priorité 2 : l'une au niveau du disjoncteur de l'armoire F79 de l'usine A et l'autre au niveau du disjoncteur de la chaufferie du magasin de l'usine B.</p> <p>Selon l'exploitant, ces anomalies ont été traitées en interne mais aucun justificatif n'a été présenté et ces éléments ne sont pas repris dans le tableau de suivi susmentionné.</p> <p>L'exploitant indique que les contrôles thermographiques sont réalisés annuellement par une société extérieure et semestriellement en interne.</p> <p>Conclusion : Les derniers rapports de contrôle des installations électriques de l'usine B concluent que celles-ci présentent un risque d'incendie et/ou d'explosion. L'exploitant devra indiquer pourquoi des éléments du bâtiment A sont rapportés dans les contrôles relatifs à l'usine B. Il conviendrait de mettre en place un tableau de suivi des anomalies électriques de l'usine B et d'y intégrer les anomalies issues des contrôles par thermographie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2020, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010 Article 7.5.3.1. Conception Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres, • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts avec un minimum de 250 litres, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts avec un minimum de 250 litres, • dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides, et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>Les rétentions générales sont munies de déclencheurs d'alarme en point bas.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions au titre 5 du présent arrêté. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches à l'abri des eaux météoriques et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus.</p>
Constats : Dans l'usine B, l'inspection constate un stockage d'huile (2 seaux) hors rétention au niveau de l'essoreuse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010 Article 7.7.2. Ressources en eau et mousse L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">• D'un réseau d'eau suffisant pour permettre l'alimentation simultanée de 3 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm piqués directement, sans passage par by-pass, sur une canalisation assurant un débit de 500 l/mn (30 m3/h) et placés à moins de 100 m des bâtiments,• des robinets d'incendie armés,• d'extincteurs portatifs 6 kg minimum de types divers (poudre, eau, CO2) répartis judicieusement de telle sorte que les distances à parcourir pour atteindre un appareil ne dépassent pas 15 m,• d'extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie,• de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles de projection. Le réseau d'eau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : L'usine B ne dispose d'aucun accès pompier. En termes de défense incendie, l'usine A&C dispose d'un système de détection et d'alarme incendie, de RIA, d'extincteurs et d'un poteau incendie. Aucune porte coupe-feu n'est installée au sein de l'usine. Concernant la détection et l'alarme incendie, le rapport de contrôle AMI2S n°32629 du 30/08/21 usine B conclut qu'il n'y a pas de dysfonctionnement. Concernant les extincteurs : <ul style="list-style-type: none">• le rapport de contrôle CHUBB n°15895049 du 10/05/22 portant sur les 2 sites relève que 37 équipements sur 215 présentent des défauts ;• la société CHUBB est intervenue plusieurs fois pour remplacer les appareils défectueux mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs ;• le registre sécurité mentionne un passage de la société 10/09/22 (a priori erreur de date) pour le remplacement de 38 appareils ;• l'agenda de l'exploitant mentionne un passage de la société le 10/06/22 mais celui-ci n'est pas mentionné sur le registre. L'inspection constate que les extincteurs suivants disposent d'une vignette attestant de leur contrôle : <ul style="list-style-type: none">• Usine A&C : n°19 et 21 ;• Usine B : n°1 et 53. Concernant les RIA et PIA (non présents dans l'usine A) : <ul style="list-style-type: none">• le rapport de contrôle par CHUBB 15895050 du 29/06/22 portant sur l'usine B et le magasin Photec conclut que les 8 équipements sont en bon état ;• les équipements de l'usine C n'ont pas été contrôlés (contrôle en attente de planification). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de contrôle des poteaux incendie situés à proximité des sites. Par courriel du 12/07/22, l'exploitant transmet le rapport du SDIS du 22/01/22 suite à la reconnaissance opérationnelle périodique réalisée, qui a porté sur l'accessibilité, la signalisation, les anomalies visuellement constatées.

Le contrôle des débits des poteaux n'a donc pas été réalisé.
Dans son courriel, l'exploitant indique que la mairie lui a conseillé de se renseigner auprès de GPSEO (en attente de retour).

Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de stock de sable sur les 2 sites.

Enfin, par courriel du 12/07/22, l'exploitant a transmis :

- les bons de commande n°SES-029074 du 12/07/22, SES-029075 du 03/07/22 et SES-029373 du 02/07/22 pour les futures formations incendie prévues respectivement les 19/10/22, 31/10/22 et 05/10/22 par la société CHUBB ;
- les feuilles de présence des formations réalisées les 18/05/22, 03/06/22, 27/04/22 et 21/04/22.

Conclusion :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle des extincteurs réalisé le 10/06/22. L'intervention n'est pas mentionnée dans le registre de sécurité.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle des débits des poteaux incendie situés à proximité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositifs de désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 8.1.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 8.1.1.2. Dispositifs de désenfumage

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Ces dispositifs doivent être opérationnels avant le 31/12/2011.

Ils sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces actions sont consignées et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Constats : Dans l'usine B, seuls l'atelier de chaudronnerie et de traitement de surface voisin sont équipés de dispositifs de désenfumage.

Le rapport de contrôle AMI2S n°32639 du 30/08/21 indique que la vérification n'a été effectuée que pour le bâtiment A&C. Le rapport ne précise pas si des anomalies ont été relevées et/ou si des réparations ont été nécessaires. Il n'est rien indiqué pour l'usine B.

Conclusion :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du bon fonctionnement des dispositifs de désenfumage de l'usine B.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois